



Afghanistan, Irak: des guerres très privées

Par [Dominique Lagarde](#)

Mondialisation.ca, 24 mai 2010

[L'express](#) 24 mai 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Transnationales](#)

Logistique, sécurité, surveillance aérienne... des salariés de sociétés militaires appuient de plus en plus sur le terrain les armées américaine et britannique. Sur le sol afghan, ils sont presque deux fois plus nombreux que les soldats déployés par le Pentagone.

En Afghanistan comme en Irak, les armées américaine et britannique sous-traitent une part de plus en plus importante de leurs activités à des sociétés militaires privées (SMP). A l'échelle de la planète, celles-ci emploieraient près de 1 million de personnes: réunies, elles représenteraient, sur le papier, la deuxième armée du monde. Amorcée il y a une vingtaine d'années, guère plus, la privatisation de la guerre, sous toutes ses formes, est une entreprise juteuse: elle constitue un énorme marché estimé à 170 milliards d'euros par an.

Des opérations de contre-insurrection « clefs en main »

La première société militaire privée est apparue en 1989. Créée par d'anciens commandos sud-africains, installée en Angola sur une base abandonnée par les Soviétiques, Executive Outcomes proposait aux Etats africains menacés par la rébellion des opérations de contre-insurrection « clefs en main ». Elle reste à ce jour la seule vraie tentative de privatisation de l'activité combattante.

Apparaît ensuite aux Etats-Unis, dans les années 1990, la Military Professional Resources Inc. (MPRI). Société de droit privé, elle n'en est pas moins étroitement liée au Pentagone. A ses débuts, elle vend surtout ses services aux pays de l'ex-bloc soviétique qui mettent leurs armées aux normes de l'Otan avant d'intégrer l'Alliance atlantique.

A cette époque, les tâches confiées à des *contractors* privés relèvent pour l'essentiel de la logistique. Lors de la première guerre du Golfe, en 1991, on ne compte qu'un civil sous contrat pour 100 militaires américains. Mais tout change avec la guerre d'Irak. En 2003, lors de l'invasion, le rapport est déjà de 1 à 10. En 2007, pour la première fois, il y a autant de *contractors* employés par l'US Army que d'hommes en uniforme. Du jamais-vu!

Le 16 septembre de cette année-là, des employés de Blackwater, l'une des plus grosses sociétés militaires privées (aujourd'hui rebaptisée Xe Services LLC), tirent sur un véhicule en plein centre de Bagdad. La fusillade fait 17 morts. La justice américaine est saisie. Blackwater sera finalement écartée du marché irakien.

La société Blackwater a été écartée du marché irakien après que ses employés ont déclenché une fusillade à Bagdad faisant 17 morts.

Ce qui ne l'empêche pas de continuer à travailler aujourd'hui encore pour le gouvernement

américain, notamment pour la CIA, en Afghanistan. Deux de ses employés figuraient parmi les victimes de l'attentat du 30 décembre 2009 [contre une base américaine à Khost](#), dans le sud-est du pays.

La société possède une base secrète, près de la frontière avec le Pakistan, d'où elle fait décoller ses propres drones en direction des zones tribales pakistanaïses. En principe, la tâche de ces avions sans pilote ultrasophistiqués consiste à identifier des cibles qui seront ensuite « traitées » par d'autres appareils, équipés de missiles et appartenant, eux, à l'armée américaine.

Mais est-ce si sûr? Les bombardements des zones tribales pakistanaïses sont devenus une pièce centrale de la nouvelle stratégie de Washington. Entre 2008 et 2009, leur nombre a augmenté de 50%, passant de 36 à 53, et le rythme s'est encore accéléré depuis le début de l'année...

Plus de 100 000 civils travaillent pour le Pentagone

Un rapport du service d'étude du Congrès américain, publié en décembre 2009, estimait à 104 100 le nombre de civils travaillant en Afghanistan pour le seul Pentagone. Les effectifs militaires, à la même époque, étaient de 63 950 soldats. En clair, 62% des hommes qui oeuvraient sur le terrain pour le ministère américain de la Défense étaient des privés - un pourcentage jamais atteint dans l'histoire des Etats-Unis. Le déploiement des renforts (30 000 hommes) annoncés par Barack Obama devrait se traduire par l'embauche de 56 000 *contractors* supplémentaires.

« En Afghanistan, analyse Olivier Hubac, spécialiste de l'intelligence stratégique et coauteur d'un ouvrage sur la guerre afghane (1), le recours aux *contractors* fait partie intégrante de la stratégie de l'Otan. Tout ce qui ne constitue pas le coeur du métier de soldat est externalisé afin de permettre aux militaires de se consacrer au combat et aux actions de sécurisation. »

3 questions à Doug Brooks*

Pourquoi le Pentagone fait-il aussi massivement appel à vos services?

Parce que nous coûtions moins cher. Environ 80 % de nos effectifs sont des employés locaux, payés au prix du marché local, quelques centaines de dollars. Et même si certains de nos salariés occidentaux touchent aux alentours de 1 000 dollars par jour, cela reste moins cher.

Combien gagnent les sociétés?

Pour les contrats au forfait, leur marge bénéficiaire est d'environ 10%.

Plusieurs affaires ont récemment défrayé la chronique, mettant en cause la qualité des services rendus par les *contractors*...

C'est aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités. L'Etat accorde systématiquement les appels d'offres aux moins chers des postulants, ce qui n'est pas forcément la meilleure façon de procéder.

*Président de l'*International Peace Operations Associations*, qui rassemble une soixantaine

de SMP américaines.

Philippe Coste

Quelles sont les tâches confiées au privé? Il y a d'abord tout ce qui relève du « soutien de l'homme » et de la logistique: hébergement, maintenance, ravitaillement, connexions Internet, gardiennage, etc. La sécurité de tous les « camp-vie » de l'Otan en Afghanistan est ainsi assurée par des sociétés privées.

D'autres services rendus par les *contractors* relèvent peu ou prou de la délégation de service public: déminage, surveillance aérienne, lutte antidrogue, formation des forces gouvernementales afghanes. Ce dernier marché semble promis à une croissance exponentielle si l'Otan veut atteindre ses objectifs affichés : porter l'armée afghane de 9 000 à 134 000 hommes à la fin 2010, puis à 240 000 hommes en 2013.

L'armée est entraînée principalement par Kellogg Brown and Root (KBR) et par [DynCorp](#). Première SMP en Afghanistan aujourd'hui, cette dernière assure aussi la garde rapprochée du président Hamid Karzaï. La MPRI, elle, spécialisée dans le conseil, est chargée d'élaborer la doctrine militaire de l'Armée nationale afghane - un contrat de 200 millions de dollars - et de former ses chefs de corps. Enfin, l'instruction de la police afghane, dont les effectifs pourraient atteindre 160 000 hommes, est assurée pour l'essentiel par la société Paravant, filiale de Blackwater.

Les SMP font souvent appel à d'anciens militaires anglo-saxons pour les postes les plus qualifiés et recrutent sur place pour les tâches d'exécution. Mais leur présence croissante pose des problèmes de fond.

Auteur d'un ouvrage consacré à la privatisation de la guerre en Irak (2), Georges-Henri Bricet des Vallons estime que cette pratique d'externalisation a atteint aujourd'hui « un point de non-retour ». Il n'hésite pas à parler d'une situation de « dépendance », voire d'une « addiction » de l'armée américaine à l'égard des SMP, seules à même de leur fournir une expertise qui leur fait défaut.

En Afghanistan, les mercenaires assurent notamment les tâches de déminage, de surveillance aérienne, de lutte antidrogue...

En Afghanistan, sur les 104 100 *contractors* employés par le Pentagone en septembre 2009, 9 % étaient américains, 16% étaient des expatriés d'autres nationalités et 75%, afghans. Les SMP assurent aussi la sécurité de nombreuses institutions civiles, qu'il s'agisse de l'ONU, des ONG, de certaines entreprises, voire des maisons d'hôte où séjournent les étrangers de passage.

Mais, sur ce marché plus classique du gardiennage et de la sécurité rapprochée, elles sont de plus en plus concurrencées par des sociétés locales, souvent créées par d'anciens seigneurs de la guerre. L'une des plus importantes est l'Asia Security Group, qui appartient à un cousin du président Hamid Karzaï. Très active également, selon Georges-Henri Bricet des Vallons, la société Sherzai, fondée par un ancien gouverneur de la province de Kandahar, Gul Agha Sherzai.

Des morts non comptabilisés

La privatisation de tâches qui autrefois incombaient aux armées permet de faire la guerre

en limitant l'envoi de troupes sur place et en minimisant les chiffres officiels des pertes humaines : les morts des SMP ne figurent dans aucune comptabilité. C'est un sacré avantage pour un gouvernement confronté à une opinion publique fragile et à un Parlement pointilleux... Reste à savoir quelles sont les conséquences sur le terrain de cette pratique.

Docteure en droit public, chargée d'étude à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem), le lieutenant-colonel Marie-Dominique Charlier a été pendant six mois, en 2008, l'un des conseillers politiques auprès du général commandant les forces de l'Otan en Afghanistan. Elle est en France l'un des rares experts à avoir réfléchi à ces questions.

Comprendre l'Afghanistan

Venus éradiquer Al-Qaeda, les Occidentaux ont-ils commis la même erreur qu'Alexandre le Grand et l'Armée rouge? Dominique Lagarde, grand reporter à L'Express, présente la mosaïque de peuples totalisant 27 millions d'habitants, détaille la rivalité fondamentale entre les Durrani et les Ghilzai au sein des Pachtouns, explique l'imprévisible tradition de la volte-face tribale et du retournement d'alliance.

Deux sentiments en ressortent. D'abord, la certitude qu'une part de la sécurité du monde se joue, toujours, dans ces vallées périlleuses - et au Pakistan. Ensuite, l'angoisse de voir les Occidentaux, qui ont déjà abandonné leur rêve d'une démocratie afghane, rater leur sortie de scène, si la « réconciliation afghane » escomptée virait à la guerre civile.

Et elle est convaincue que les SMP pèsent directement sur la conduite de la guerre: « Certaines des tâches confiées aux *contractors*, souligne-t-elle, les mettent au coeur du système. Ils connaissent les opérations, les acteurs, les points de contact. Ils ont, en outre, une expérience d'ensemble du terrain que n'ont pas les militaires. Eux restent sur place entre quatre et cinq ans, alors que nos rotations ne sont que de six mois en moyenne. Cela leur donne une grande légitimité auprès des Afghans et une vraie mémoire. »

L'armée française est jusqu'ici restée, pour l'essentiel, à l'écart de cette tendance à l'externalisation. Faut-il en finir avec cette exception culturelle? Marie-Dominique Charlier est de ceux qui estiment que l'évolution est « sans doute inéluctable » car « les guerres modernes sont devenues hybrides » et parce que les SMP sont aussi devenues, pour les Etats qui font appel à elles, des « vecteurs d'influences ».

La généralisation de ce néomercenariat pose pourtant un problème de fond qui touche à la finalité même de la guerre. En Afghanistan comme en Irak, les Etats qui ont engagé des troupes sur le terrain ont pour objectif de stabiliser la situation, dans les meilleurs délais possible, afin de pouvoir amorcer un désengagement. Or les SMP sont, elles, dans une logique économique de retour sur investissement: leurs intérêts financiers sont aux antipodes des intérêts militaires et politiques de l'Otan.

(1) *L'Enjeu afghan*, André Versaille éditeur, 2010

(2) *Irak, terre mercenaire*, Ed. Favre, 2010.

La source originale de cet article est [L'express](#)
Copyright © [Dominique Lagarde](#), [L'express](#), 2010

Articles Par : **Dominique Lagarde**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca